



Communiqué

FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

de Presse

Développement du Fret Ferroviaire



Mise en place d'un Comité de suivi de « l'engagement national pour le fret ferroviaire »

Tromperie sur la marchandise !

Dominique BUSSEREAU, Secrétaire d'Etat aux Transports, installe le 26 janvier 2010 le Comité de suivi de « l'engagement national pour le Fret ferroviaire » annoncé le 16 septembre 2009. Celui-ci a fait ensuite l'objet d'une imposante campagne de publicité... financée par la SNCF à hauteur de 20 millions d'euros !

En l'état actuel des choses, la crainte est que ce plan gouvernemental, portant le développement des autoroutes ferroviaires, le TGV Fret, le doublement du transport combiné, l'amélioration de la desserte des ports et la création d'opérateurs ferroviaires privés de proximité (financée par la SNCF !!), ne serve qu'à masquer LA CASSE DE FRET SNCF !

Le budget 2010 du Groupe SNCF est édifiant de ce point de vue puisque l'on prévoit de transporter encore moins de Fret par rail en 2010 qu'en 2009 !?

L'offensive de la Direction de la SNCF pour supprimer 70% de la messagerie ferroviaire (wagon isolé) est révélatrice des contradictions qui existent entre les intentions affichées en matière de développement durable et la cruelle réalité !

Devons nous rappeler que de 2004 à 2008, les plans de restructuration successifs de la SNCF et du gouvernement ont mis chaque année 1 500 000 camions sur les routes. Durant cette période, le volume de trafic fret réalisé par la SNCF a baissé de 12 milliards de tonnes par kilomètres. Les autres entreprises ferroviaires, sur trois ans d'ouverture à la concurrence en ont réalisé une dizaine de millions. Sur la base du volume des trafics réalisés en 2008, l'abandon des dessertes locales programmé par la SNCF pour 2010 et 2011, afin d'investir un milliard d'euros dans de nouveaux projets, ajoutera annuellement l'équivalent de 1 200 000 camions supplémentaires.

L'Etat annonce un plan dont le coût est estimé à 7 milliards d'euros, mais les financements reposeront sur les régions, des contrats de partenariats publics/privés, RFF, la SNCF et éventuellement sur le grand emprunt.

En vérité, à raison de 200 millions d'euros par an pendant 5 ans, seul le milliard investi par la SNCF est clairement financé. Mais au prix de l'abandon des dessertes locales, d'une nouvelle suppression, à terme, de près de 7 000 emplois (près de 3 000 en 2010) et via le recours à des filialisations. En quelque sorte, l'avenir se ferait au détriment de l'existant et de la réponse aux besoins immédiats de transport !

IL FAUT ARRÊTER LE BRAS DES CASSEURS DE FRET SNCF !

Le « débarquement » la semaine dernière du directeur du fret doit être l'occasion de changer fondamentalement la stratégie industrielle qui nous emmène dans le mur. **Cette stratégie suicidaire ne permettra pas de répondre à l'enjeu de société que constitue le transfert de marchandises de la route sur le rail !**

Engagé depuis de longs mois, la CGT entend amplifier le processus de mobilisations sociales et citoyennes pour imposer d'autres choix stratégiques, plus en rapport avec l'intérêt général.

A cet égard, les cheminots avec les quatre fédérations syndicales représentatives, lanceront par la grève un ultimatum le 03 février prochain à la direction SNCF et au gouvernement.

Montreuil, le 25 janvier 2010